



© PSE

- Gouvernements menés par le PES
- Gouvernements menés par ALDE
- Gouvernements menés par GUE
- Gouvernements menés par PPE ou ECR
- Discussions ouvertes à l'égard des coalitions
- Gouvernement indépendant

LA GAUCHE EUROPÉENNE EN PÉRIL

Par Marc Lazar

Le Parti travailliste, malgré le gain de 32 sièges de députés, a perdu les élections en Grande-Bretagne pour la troisième fois depuis 2010. En France, le PS est plongé dans une crise dévastatrice. Benoît Hamon, son candidat à l'élection présidentielle, n'a recueilli que 6% des voix au premier tour et les législatives des 11 et 18 juin ont été catastrophiques.

Les raisons de sa crise qui a désormais près de quarante ans sont connues. Les partis sociaux-démocrates sont confrontés à des défis considérables: la globalisation, l'europanisation, les mutations des sociétés, les transformations de la démocratie ou encore l'affadissement des grandes idéologies. Ce qui avait fait leur force - des politiques keynésiennes de Welfare dans le cadre national, une organisation solide, une doctrine cohérente, des relations plus ou moins étroites avec les syndicats - ne fonctionne plus. Les partis de la gauche réformatrice ont connu un déclin électoral, la perte de leurs adhérents, l'érosion de leurs soutiens

parmi les catégories populaires et les classes moyennes fragilisées et le délitement de leur hégémonie culturelle. Cela ne les a pas empêchés parfois de gagner les élections, mais la tendance générale était celle de la déstabilisation.

Dans les années 1990, Tony Blair et Gerhard Schröder ont voulu sortir de cette impasse en prônant une « Troisième voie » entre le libéralisme et la social-démocratie. Il s'agissait de prendre en compte les transformations du capitalisme, d'affirmer que la mondialisation engendrait des inégalités mais offrait aussi des opportunités aux individus, de se réconcilier en partie avec le libéralisme, de prôner l'égalité des chances grâce à l'éducation

et à la formation prioritairement pour les plus démunis, de reconsidérer le rôle de l'Etat, de s'adresser aux classes moyennes

ascendantes tout en protégeant les milieux populaires. Les tenants de la « Troisième voie » estimaient dépassé le clivage gauche-droite préférant l'antagonisme entre progressistes et conservateurs. Presque tous les partis sociaux-démocrates ont repris ces idées en les adaptant aux réalités de leurs pays.

Outre qu'elle a souffert de l'engagement de Tony Blair dans la guerre en Irak, « la Troisième voie » a montré ses limites avec la crise commencée en 2008. Partout l'austérité a provoqué du chômage et, même si celui-ci a pu ensuite être diminué, les inégalités, elles, se sont creusées. L'Europe a déçu et continue de décevoir. Nos sociétés sont secouées par les peurs de

“
**POUR LE MOMENT,
 LA SOCIAL-
 DÉMOCRATIE N'A
 PAS TROUVÉ DE
 SOLUTION.**
 ”

l'immigration et des migrants. La défiance envers les institutions, la classe politique et les partis se généralise, à quelques exceptions près, tandis que les populistes progressent.

Un fossé s'est creusé entre une gauche réformiste et une gauche radicale. Or, quelle que soit la stratégie choisie, ces partis n'arrivent pas à conquérir le pouvoir. Benoît Hamon avait un programme très à gauche, et ses électeurs ont préféré voter Emmanuel Macron ou Jean-Luc Mélenchon. Jeremy Corbyn a déployé un programme

L'OPPOSITION ENTRE GAUCHE ET DROITE N'A PAS VRAIMENT DISPARU

classiquement de gauche qui lui a permis de progresser nettement par rapport à 2015 et d'imposer pour longtemps sa présence à la tête de son parti mais pas de battre Theresa May. Pedro Sanchez a reconquis le PSOE en effectuant un tournant à gauche et en prônant une alliance avec Podemos qui risque de profiter surtout à ce dernier. De leur côté, le SPD allemand et le PD italien continuent d'explorer une politique social-libérale avec un peu plus de mesures sociales, et écologiques dans le cas allemand, mais sans grande réussite. En outre, en Espagne, en Grèce, en France, aux Pays-Bas ou en Belgique, un processus de radicalisation se développe à gauche des partis réformistes.

Pour le moment, la social-démocratie n'a pas trouvé de solution. D'autant qu'un changement de paradigme s'opère. L'opposition entre gauche et droite n'a pas vraiment disparu, notamment sur les questions de société. Néanmoins elle ne structure plus avec la même vigueur

que par le passé les comportements et les cultures politiques. Elle s'enchevêtre avec d'autres clivages entre pro-européens et adversaires de l'Europe, entre adeptes de la société ouverte et partisans de la société fermée. Pour la gauche, il est urgent de procéder à un bilan de ses politiques passées, de repenser son projet, de se rénover en profondeur, de transformer sa façon de faire de la politique et de renouer un contact avec des sociétés bousculées par de profondes mutations. Si c'est encore possible. Faute de quoi la gauche social-démocrate pourrait disparaître comme ont sombré les partis communistes. Cela marquerait une rupture anthropologique dans l'histoire de l'Europe.

“
UN FOSSÉ S'EST
CREUSÉ ENTRE
UNE GAUCHE
RÉFORMISTE ET
UNE GAUCHE
RADICALE.”



> AUTEUR

Marc Lazar est professeur des universités en histoire et sociologie politique à Sciences Po et depuis 2000 directeur du Centre d'histoire de Sciences Po. Il dirige notamment le Groupe de recherches pluridisciplinaires sur l'Italie contemporaine (GREPIC) au CERI.